

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

PARAISANT LE DIMANCHE

## ABONNEMENTS

Trois mois 1 fr. 50; Six mois 3 fr.; Un an 6 fr.  
Etranger : Un an 8 fr.

## RÉDACTION ET ADMINISTRATION

PARIS — 5, rue Rodier, 5 — PARIS

## ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

JEAN-BERTRAND

## NATIONALISME et SOCIALISME

I

Opportunistes, radicaux et socialistes ministériels, hâtés et pas contents, se lamentent et s'indignent contre les électeurs parisiens; ils voudraient nous faire partager leur douleur et leur colère, au lieu de songer à faire leur *mea culpa* et à se demander s'ils ne sont pas les auteurs de leur pitoyable déconfiture.

Faisons pour eux cet examen de conscience. Les opportunistes et les radicaux ont empoisonné les populations avec le patriotisme le plus étroit, le plus imbécile et le plus faux; l'inoculation commençait dès le bas âge, dès l'école primaire. Les revanchards à tous crins ne désiraient pas la revanche, elle n'était qu'un instrument de duperie populaire. Gambetta le tonitruant apôtre du patriotisme de café-concert, se rendait incognito à Varzin pour s'entendre avec Bismarck; les patriotes de la Chambre et du Sénat envoyaient à Kiel la flotte française servir d'escorte à l'empereur allemand, malgré la protestation indignée des députés socialistes. Ces sans patrie: Dérouté, Coppée et les autres libérateurs de Strasbourg et preneurs d'assaut des brasseries allemandes, réclament à cors et à cris l'alliance de la France, de la Russie et de l'Allemagne, pour démolir l'Angleterre en Afrique, dans les mers de Chine, partout enfin.

Les républicains bourgeois ont créé le péril clérical, pour en jouer. Gambetta lançait le cri de guerre: le cléricalisme c'est l'ennemi, et fraternisait avec le clergé; les radicaux et les opportunistes promettaient aux électeurs la suppression du budget des cultes et une fois élus ils le votaient avec enthousiasme pour se conserver cette réclame électorale. Les curés et les évêques prenant peur de ces boniments de saltimbanques, s'unirent avec les jésuites, les assomptionnistes et les autres ordres religieux qui leur font concurrence et qu'ils détestent dévotement, afin de combattre les républicains qui aboyaient à leurs trousses et leur léchaient les mains. Les libres-penseurs bourgeois, dégoûtés de cette politique à double face, finirent par déposer leur irréligion et par pactiser avec les prêtres, comme leurs députés.

Les naïfs électeurs furent tout aussi dérotés quand ils virent les radicaux, après avoir sali de toutes les insultes le Sénat, s'accrocher à lui comme à une ancre de salut et le transformer en Haute-Cour de justice pour se débarrasser des boulangistes et des nationalistes. Ils arrivèrent à comprendre que l'abolition du Sénat était une manœuvre électorale et que sénateurs et députés s'entendaient comme larrons en parlement, pour rouler le public; le Sénat se chargeant d'émasculer et de rejeter les lois réformatrices que les députés étaient obligés de voter, par crainte de l'électeur.

Les républicains bourgeois, après avoir réhabilité le Sénat, réhabilitèrent la magistrature, que depuis l'empire, ils n'avaient cessé de dénoncer comme une caverne de féroces et d'ignobles justiciers au service de tous les gouvernements; et pour comble, ils prirent pour ministre de la guerre, Galliffet!

Il fallait avoir l'estomac rudement ministérielisé pour digérer tout ça: mais ce n'était pas assez. Les libéraux de la bourgeoisie et les intellectuels du socialisme entreprirent une campagne pour sauver une victime du conseil de guerre: pendant des mois ils dénoncèrent avec une fureur inabatable les infamies et les illégalités des conseils de guerre; ils firent appel à la pitié et aux sentiments de justice des ouvriers, qui s'émurent à la fin: les prolétaires espéraient que l'affaire de l'officier de l'état-major réglée, on songerait au sort des pauvres soldats, que par centaines les conseils de guerre condamnent aux compagnies de discipline et au peloton d'exécution; ils s'imaginaient que

les défenseurs sans compromission de la Vérité et de la Justice éternelles couronneraient leur œuvre en réformant la barbare justice militaire. Mais voilà que l'ardente campagne pour la Vérité et la Justice s'arrête brusquement dès que Dreyfus est grâcié, sur l'ordre brutal de Galliffet, sur ce « l'incident est clos. » Les Reinach et les Trarieux de la Ligue des Droits de l'homme, et leurs partisans de droite et de gauche proclamaient cyniquement qu'ils n'avaient d'entrailles que pour les fils de la haute bourgeoisie et que les fils des ouvriers, des paysans et des petits bourgeois n'ont rien à attendre de la justice capitaliste.

Les républicains bourgeois, depuis vingt ans détiennent le pouvoir, trompant toutes les espérances, trahissant toutes leurs promesses et accumulant les crimes sur les fautes; et ils s'efforcent que les électeurs désabusés se lassent de s'incliner devant leur imbécile et nuisible majesté!

II

Les socialistes n'ont pas à pleurer avec les républicains bourgeois la défaite des Villain et des Lopin; ils ont au contraire à se réjouir des élections qui débarrassent le terrain de ces ennemis de la classe ouvrière. Ils sortent vainqueurs de la lutte électorale; ils ont, à Paris, augmenté de près d'un tiers leurs voix, conquis de nouveaux sièges et maintenu les positions acquises, car sur les quatre que l'on prétend que le parti a perdu, trois étaient occupés par des radicaux-socialistes et des radicaux-ministériels.

Il y a douze ans, le socialisme était impuissant à barrer la route au boulangisme, qui, comme un torrent, entraînait les masses ouvrières; il est aujourd'hui le seul parti qui puisse tenir tête au nationalisme et qui le batte.

Le nationalisme ne nous étonne, ni ne nous effraie; il est un phénomène de la décomposition politique de la classe régnante et il ne saurait nous déplaire de constater cette décomposition.

On serait tenté de regretter que la majorité du Conseil municipal de Paris ne fût composée de Galli, de Dubuc, de Gaston Méry et d'autres forbans de la bande à Drumont, le renégat juif; il y en a assez cependant pour désillusionner en fort peu de temps les gogos du nationalisme. Les marchands de vin et les boutiquiers qui les ont élus se morfondront sous l'orme à attendre la suppression des octrois; en revanche ils verront les intérêts de la Ville sacrifiés aux compagnies financières; rien qu'à l'annonce de leur élection les actions des Compagnies du gaz et des eaux ont pris le mors aux dents; les juifs et les chrétiens de l'Internationale jaune jubilent. Les petits bourgeois continueront, comme avant, à être jugulés par le grand commerce; l'éloquent M. Tournade, dont l'unique, mais irrésistible effet oratoire, était la production du récipissé d'une lettre chargée, adressée à son concurrent, ne protégera pas ses électeurs du quartier Saint-Denis contre la *Ménagère* dont l'*Echo de Paris*, le *Soleil*, le *Gil Blas* et autres organes artistiques, littéraires et pornographiques du nationalisme annoncent à coups de grosse caisse la brillante inauguration.

Nous plaignons ces pauvres diables, écrasés par la concentration capitaliste, qui ont mis leur espoir dans les Dérouté et les Guérin, comme nous avons plaint les malheureux qui avaient apporté leurs économies, si péniblement amassées, aux Bontoux et aux Lesseps; aussi nous sommes de ceux qui désapprouvent les intempérances de langage de la *Petite République*, qui aveuglée par son ministérielisme, perd de vue les intérêts du socialisme.

Car enfin est-ce que dans l'intérêt du socialisme il n'est pas préférable qu'au lieu du calme plat, il y ait dans les milieux bourgeois des troubles continuels et des agitations folles et désordonnées; qu'au lieu du placide contentement des commerçants et des industriels, il y

ait malaise aigu et mécontentement général? Est-ce que l'ordre nouveau ne doit pas sortir du détraquement de la machine politique et économique de la société capitaliste?

Les inventeurs de la nouvelle méthode d'action, qui nous professaient l'art de profiter des querelles bourgeoises pour se glisser dans les ministères, devraient être les premiers à se réjouir que les partis bourgeois se déchirent à belles dents, que les nationalistes lancent à la tête des Reinach et des Trarieux, les gros mots de sans-patrie et d'internationalistes dont ces gaillards nous accablaient et que le patriotisme dont on a empoisonné la nation ait pour champions les grotesques farceurs du nationalisme.

M. Méline voit juste quand il dit que la situation politique jette la masse populaire dans les partis extrêmes, dans le nationalisme ou dans le socialisme.

Le nationalisme qui n'a ni la surface ni l'intensité du boulangisme, ne fera pas de vieux os: nombreux sont ceux qu'il entraîne, qui après avoir constaté son impuissance réformatrice se retourneront vers le socialisme; ce n'est donc pas à nous à les insulter et à les traiter de « sauvages » et à leur prôner la coopération comme suprême moyen d'action, nous devons au contraire redoubler d'ardeur et d'enthousiasme pour propager dans tous les milieux les théories émancipatrices du socialisme révolutionnaire.

A l'œuvre, camarades! le nationalisme est un des phénomènes avant-coureurs du triomphe du socialisme.

PAUL LAFARGUE.

## AU SCRUTIN

Nos candidats au Conseil général pour le département de la Seine ont obtenu :

- Canton d'Asnières : Duras, 735 voix ;
- Canton de Courbevoie : Parisot, 3,274 voix ;
- Canton d'Ivry : Martin, 3,223 voix ;
- Canton de Puteaux : Lucien Roland, 2,016 voix ;

Canton de Vincennes : Beuchard, 496 voix.  
Soit un total de 9,744 suffrages qui, dans la banlieue parisienne, se sont groupés sur la politique socialiste révolutionnaire du Parti Ouvrier Français.

Aux municipalités conquises par le Parti, que nous avons déjà signalées dans notre précédent numéro, il faut ajouter celles de : Saint-Laurent-d'Aigouze, Bosmoreau-les-Mines, Saint-Sylvestre, Azerables, Saint-Amès, Saint-Mury-Monteymont, Le Champ, Fresnoy-le-Grand, Troisvilles, Montigny-en-Gohelle, Saint-Germain-de-Calberte.

Aux conseils municipaux pénétrés par le Parti, il faut ajouter ceux de : Rochefort-sur-Mer, Thouars, Limoges, Avenay, Méricourt, Aniche, Trélon, Barbure, Cepoy, Chateaufort, Les Esparres, Villard-Bonnot, De Versoud, La Rivière, Fontaine-au-Pire, Ligny-en-Cambrésis, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Chazelles-sur-Lyon, Valigny, Ainay-le-Château.

## Milice

Quelle que soit l'opinion que l'on ait de la guerre qui sévit dans l'Afrique du Sud, tout le monde est d'accord pour y voir la goutte d'eau qui va faire déborder la coupe des iniquités capitalistes. La Société moderne est arrivée au bout de son rouleau, aussi bien dans son

administration militaire que dans son gouvernement civil; elle assiste à un ordre de choses nouveau, contre lequel elle ne peut se défendre qu'en employant des armes dangereuses pour sa stabilité même.

De même que la guerre de 1870, introduisait l'armement général de la nation, son encadrement permanent dans un organisme compact, l'usage et l'application du télégraphe, du chemin de fer, car à cela — et c'est bien assez — se réduit l'œuvre de Moltke, la lutte entre les Boers et les Anglais, comme l'avouait M. Chamberlain dans son discours de Birmingham, a mis ces derniers en face d'une tactique nouvelle, qu'ils s'efforcent et ne peuvent rien faire de mieux que d'imiter.

Ainsi — ironie des événements — Lord Salisbury, parlant à l'association conservatrice, la Primrose League, lui recommandait, inconsciemment d'ailleurs, l'application de l'article 4 — partie politique — du programme de notre parti, ainsi conçu : Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.

Or s'il est une médecine pénible à avaler pour tous les gouvernants actuels, et pour la classe bourgeoise qu'ils représentent, c'est bien celle-là. Dans toutes les discussions qui ont pris place, soit au Reichstag allemand, soit à notre Chambre des députés, on a rompu des lances, les uns pour, les autres contre, l'efficacité de l'armement du peuple et du système de la milice. Mais chez les partisans, comme chez les adversaires, il y avait un argument qu'on n'employait pas, mais que cette omission faisait d'autant plus ressortir : le caractère révolutionnaire d'une telle réforme.

Notre bourgeoisie française, qui, avant 1830 et même sous le roi-citoyen, s'enrôlait dans les légions de la garde nationale, se souvient avec terreur des journées du 5 mai 1848 et 18 mars 1871. Après cette dernière expérience, elle se jura bien d'imiter la Convention, qui, après le 1<sup>er</sup> prairial et l'envahissement de la Convention, désarma le peuple dans les faubourgs. Depuis, elle s'est opposée, sans distinction de parti, à l'armement général du peuple, et, dans son intérêt bien entendu de classe, elle a eu parfaitement raison.

Les professionnels, du Reichstag ricanant, lorsqu'ils entendaient les orateurs socialistes, tels que Liebknecht et Bebel (1), leur recommander d'imiter la Suisse, ils répondaient qu'un tel système, très bon pour un petit peuple montagnard, ne pourrait pas durer deux jours dans un grand pays, et ils renvoyaient les socialistes à l'école... militaire.

Or voici qu'un noble Lord, qui a le dégoût le plus cynique et l'horreur la plus profonde de tout ce qui est populaire, vient recommander aux grands propriétaires fonciers (car c'est là la caractéristique du parti conservateur anglais), d'encourager et de fonder, s'il le faut, des sociétés de tireurs (riflemen), partout où ils le pourront. Il y voit la seule défense possible en cas d'invasion de l'Angleterre, et l'exemple des Boers montre qu'il n'a pas tort.

Pour le parti socialiste et c'est son intérêt qu'il faut envisager avant tout — cette réforme pourrait avoir des conséquences d'une portée considérable. Une fois la guerre passée — et ces phénomènes d'ordre capitaliste ne durent jamais longtemps — il sera difficile de détruire cette armée populaire que l'on aura créée, d'autant plus que la situation, au point de vue de la défense sera la même. Une idée qui pèse comme un cauchemar sur tout anglais patriote, est ce que deviendrait l'Angleterre, si pour une raison ou pour une autre, la flotte avait quitté la Manche, à l'heure de l'invasion. Les socialistes du continent n'ont rien fait pour justifier cette peur, car ils sont tous contre une guerre contre l'Angleterre et une invasion du seul pays libre qui reste au monde serait une calamité pour la civilisation; mais

(1) La brochure de Bebel : *Pas d'armées permanentes, mais armement du peuple.*

ils peuvent et doivent en profiter.

C'est une erreur, propagée par les historiens anglais, de croire que le peuple anglais est ennemi des révolutions. Le Reform-bill de 1832 a été imposé par la force et par l'émeute à l'aristocratie terrienne; l'abrogation des droits sur le blé, comme le montrait naguère La fargue, a été le résultat d'une propagande violente et révolutionnaire. Armez le peuple ouvrier dans les districts du Nord, dans le Lancashire, dans le comté d'York, et personne ne peut dire ce qui arrivera. Les sociétés de tireurs, sous le patronage de l'aristocratie, pourraient bien si le prolétariat y entrainait, donner au parti socialiste l'armée dont il a besoin.

On voit donc les conséquences qu'une guerre, livrée à l'extrémité de l'Afrique, peut avoir par répercussion sur le continent et sur l'Angleterre. C'est que, si le système capitaliste, par son fonctionnement, centralise la production, il est forcé par la même fatalité de concentrer la résistance ouvrière qui finira par le détruire.

Charles BONNIER.

## Le parti Ouvrier et le scrutin du 6 Mai

(Suite)

LIMOGES.

1,600 voix. 6 élus sur une liste de coalition radicale-socialiste.

St SYLVESTRE.

15 élus sur 16.

AVENAY.

3 élus, sur une liste de concentration.

L'ARBRESLE.

360 voix. 2 élus.

ROCHEFORT-SUR-MER.

7 élus, sur une liste radicale-socialiste.

COURBEVOIE.

1,400 voix.

VILLANDRAUT.

180 voix.

LANGON.

285 voix.

IAN-DIGNAC-LOIRAC.

64 voix.

AYGUE-MORTE (Gironde).

54 voix.

BEGUEZ.

20 voix.

CASTRES (Gironde).

44 voix.

DAIGNAC.

65 voix. 2 élus.

DOULEZON.

58 voix. 1 élu.

GREZILLAC.

85 voix. 1 élu.

CHAZELLES-SUR-LYON.

Deux élus sur une liste de concentration républicaine.

LIGNY-EN-CAMBRESIS.

330 voix. 2 élus.

FONTAINE-AU-PIRE.

298 voix. 1 élu.

MONTARGIS.

La liste du Parti obtient de 150 à 221 voix.

CEPOY.

Un élu du Parti.

BOSMOREAU-LES-MINES.

Sur douze sièges, onze sont conquis par le Parti.

LES EPARRÉS.

Deux socialistes élus, le premier avec 194 voix et le second avec 179 sur 235 votants.

LE VERSOUD.

Un élu du Parti.

SAINT-MURY-MONTEYMONT.

Toute la liste du Parti est élue.

LE CHAMP.

Victoire complète de la liste socialiste.

SURESNES.

500 voix.

COLOMBES.

Un élu par 1,634 voix sur une liste de concentration.

VALIGNY.

Deux élus.

## L'INTERNATIONALE JAUNE

M. Leroy-Beaulieu, est un grand patriote, il a salué avec joie l'arrivée des nationalistes au Conseil municipal de Paris; il compte sur

eux pour transformer « la détestable administration de la Ville » qui n'a pas su livrer ses intérêts aux Compagnies financières : personne mieux que lui n'est autorisé à donner des conseils aux patriotes du capital.

Des capitalistes de Lyon s'adressent à lui pour le placement de sommes importantes : « Nous ne voulons pas les mettre sur aucune valeur française, écrivent-ils, car l'état d'anarchie dans lequel nous vivons nous fait peur, ni sur les fonds russes dont nous avons assez. Nous songions aux chemins de fer autrichiens et américains, aux *fonds d'Etat allemands* ou à toute autre valeur que vous nous indiqueriez. »

L'*Economiste français*, l'organe de M. Leroy-Beaulieu, leur répond dans son numéro du 19 mai de cette année ; « Nous sommes grand partisan que l'on ait une bonne partie de sa fortune en valeurs étrangères; d'abord on y trouve un surcroît de revenu, ensuite, on se met ainsi en partie du moins, à l'abri des aléas fâcheux auxquels notre pays peut être assujéti. Les *Rentes allemandes* 3 % et 3 1/2 % sur lesquelles notre correspondant nous consulte, sont certainement un bon placement. Nous opinons aussi que les *Rentes danoises* et *suédoises* sont de bons placements, les *Rentes norvégiennes* aussi, mais le pays est plus travaillé par les idées révolutionnaires... Les *Fonds égyptiens* sont excellents. En fait de rentes américaines, voilà une quinzaine d'années que nous recommandons les principales obligations des « chemins de fer américains », puis l'*Economiste* cite le *Canadian Pacific preference*, les *Chemins autrichiens*, les *Lombert-Czerowitz*, etc.

Le taux de l'intérêt est la Patrie du capital et des capitalistes.

Le Ministre du commerce vient de nommer les quatre membres du Conseil supérieur du travail que la loi lui donne le droit de désigner. Ce sont : Jean Jaurès, rédacteur à la *Petite République*, Raoul Jay, professeur à la Faculté de droit, Victor Legrand, président du tribunal de commerce et la citoyenne Bonneville, rédactrice à la *Fronde*.

## HIER & AUJOURD'HUI

Il y a dix-huit ans le Parti ouvrier tenait à Roubaix un de ses premiers Congrès nationaux, deux délégués anglais, Bax et Quelch y assistaient; les réunions, comme c'est toujours le cas, étaient privées, seuls n'avaient droit d'y pénétrer que les Membres du parti; elles ne pouvaient donc en aucune manière troubler l'ordre public. Cependant dans les ateliers où on s'occupait fort du Congrès, les patrons décidèrent de couper court à cette agitation. Le dernier soir on avait laissé entrer tous les ouvriers; on écoutait silencieusement les délégués, quand tout d'un coup les portes volent en éclats et une bande de sergents de ville, armés de gourdins, envahissent la salle, frappant de droite et de gauche.

Carrette qui présidait, en serrant les poings, nous dit : « Voilà comment on nous traite, nous prendrons notre revanche. »

Le lendemain, les délégués se rendaient en groupes paisibles au chemin de fer; arrivés dans la grande avenue qui conduit à la station, ils furent assaillis par une bande de voyous à moitié ivres, les patrons et leurs convives étaient sur les trottoirs, applaudissant et les excitant à nous frapper; par bonheur les ouvriers sortaient du travail, ils nous dégagèrent et nous protégèrent jusqu'à la gare; cependant plusieurs d'entre nous étaient blessés, entre autres la citoyenne Paule Minck.

Dimanche dernier, les élus du suffrage universel se réunissaient pour choisir le maire et les adjoints de Roubaix; deux classes ennemies étaient en présence, d'un côté vingt-trois socialistes et de l'autre treize capitalistes. M. Motte qui ne voyait devant lui que des ouvriers voulut s'imposer; il prétendait prendre la parole pour troubler la réunion, il fut vertement rappelé au respect de la loi par Carrette aux applaudissements de l'assistance ouvrière. Une foule immense attendait la sortie des socialistes, Motte et ses douze apôtres eurent peur ils ne savaient à quel saint se vouer, enfin il fallut sortir; à leur apparition les sifflets et les cris partent de tous les côtés. La frousse les prend au ventre, ils se séparent pour se perdre dans la foule, les ouvriers dédaignant les douze acolytes de Motte, s'attachent à lui et l'accompagnent jusqu'à sa demeure en le chansonnant. La foule joyeuse de son succès ne songeait qu'à rire et à se

moquer, elle venait les délégués du congrès de Roubaix de '882.

L'heure des revanches a sonné : les ouvriers en prendront bien d'autres.

## AVEUX PRÉCIEUX

Les socialistes ont depuis longtemps signalé les procédés perfectionnés que les patrons emploient pour confisquer et employer à leur profit le suffrage ouvrier.

Qui ne se souvient des faits révélés à la tribune de la Chambre, lors de la discussion de l'élection de M. Eugène Motte, à Roubaix? Les députés furent sourds, d'ailleurs. Comme en validant le Motte, ils auraient fait rentrer à la Chambre Jules Guesde, ils préféreraient sanctionner l'enrégimentement des travailleurs, conduits au scrutin par pelotons et mettant militairement dans l'urne le bulletin d'ordonnance.

Il est vrai qu'ils invalidaient, à peu de jours de là, l'adversaire du radical Dron à Tourcoing, bien que sa victoire résultât d'une pression analogue, mais bien moins étendue et moins forte.

Toute la morale de nos républicains bourgeois est là. Les Gracques se plaignent des séditions, quand elles se font contre eux : nos bons bourgeois réclament contre la pression patronale quand ils en sont victimes.

La *Gironde* publiait, le 10 mai dernier, une lettre du docteur Peyneau, maire sortant de Mios et candidat aux élections municipales, où il signale « à la vindicte publique » et même au « procureur de la République » les manœuvres « scandaleuses » employées au premier tour de scrutin par les candidats patronaux portés sur la liste opposée à la sienne.

Ces Messieurs, dit-il, dirigeant des industries occupant 150 électeurs, et ils en ont profité pour expérimenter un nouveau système de votation par procuration... un cordon de surveillance avait été établi pour s'assurer que les bulletins ne prenaient pas une fausse direction... le patron tirait de sa poche un bulletin qu'il remettait à chacun de ses ouvriers, plié d'avance, et toujours avec le même pli. Après avoir franchi la distance jusqu'à la mairie sous l'œil inquisiteur du premier surveillant, l'électeur, détail révoltant, exhibait, en passant devant le second, qui se tenait à la porte, son bulletin qu'il devait garder à la main; un troisième, à l'intérieur, examinait si le bulletin, à son introduction dans l'urne, avait le pli convenu; un quatrième, enfin, à travers les stores d'une fenêtre qui lui permettait de voir sans être vu, veillait d'une façon générale, à ce qu'aucune substitution ne se produisît en cours de route.

Cent trente ouvriers défilèrent, dans ces conditions. Ces pauvres gens, véritables machines à voter, passaient près de nous, tête basse et honteux de cette besogne; quelques-uns, osèrent me saluer, et cette marque de déférence, rendue en présence de leurs maîtres comme une protestation muette, m'allait au fond du cœur. J'ai vu le fils voter la liste entière de son patron contre celle où figurait son père; j'ai vu les frères voter contre les frères, et cela très ostensiblement, parce qu'ils étaient plus suspectés.

Avec la permission de M. le Maire, il ne s'agit nullement là « d'expérimenter un nouveau système ». Sa description précise nous montre simplement une reproduction en miniature du système appliqué en grand depuis l'établissement du suffrage universel par la classe capitaliste.

Bien des amis politiques de M. le docteur Peyneau n'ont dû leurs succès électoraux qu'à cette main-mise sur la liberté du vote des travailleurs, qu'à la mise en demeure pour l'ouvrier de choisir entre la famine et l'abdication de ses droits civiques, entre la menace de mort pour lui et les siens et l'oubli de son devoir de classe.

Nous ne nous réjouissons pas de voir tournées contre les républicains à la mode Waldeck les armes qui nous ont frappé si souvent nous-mêmes. Nous n'attendons même pas de ces messieurs qu'ils cherchent sincèrement le moyen de faire cesser de pareilles atteintes à la liberté de l'électeur, inscrite dans la Constitution. Ils ne les blâmeront que quand ils ne pourront pas les tenter.

L'abus de la puissance patronale ne sera limité que par une loi enlevant à l'exploiteur le droit de poser sa candidature dans la circonscription où son exploitation s'exerce. Ce cas d'incompatibilité serait aussi justifié que ceux qui interdisent la candidature à diverses catégories de fonctionnaires.

Si vraiment MM. les radicaux ou opportunistes sont offusqués de voir les électeurs « libres », transformés en machines à voter, qu'ils rédigent une proposition en ce sens et s'arrangent pour que les « défenseurs de la République » la fassent

accepter et promulguer.

Autrement, nous ne verrons dans leur plainte contre la « tyrannie » des patrons que l'expression de leur rancune et du regret de n'avoir pas toujours le moyen de les imiter.

G. Pierre NORANGE.

## CONTAGION INÉVITABLE

Le dernier courrier de la Guadeloupe nous apporte de graves nouvelles. Elles sont démonstratives au premier chef pour ceux qui pourraient encore croire que le ministère de « défense républicaine » étend sa « main tutélaire » sur les travailleurs. Trois grèves, aujourd'hui terminées, ont éclaté dans la colonie. Les ouvriers n'ont pu obtenir aucune satisfaction et ont dû rentrer à l'usine la tête basse. Les causes de cette triple défaite ressortent immédiatement du simple récit de ces événements. Il établira aussi de lourdes responsabilités.

A l'usine Larbousier, à la Pointe-à-Pitre, les ouvriers se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Malheureusement, ils n'étaient pas organisés et leur lien de solidarité résultant d'un intérêt commun momentané ne résista pas longtemps aux « grands moyens » du patronat. D'abord les usiniers se refusèrent à toute entente, à toute discussion, menaçant les délégués de la gendarmerie et de l'armée et les renvoyant avec arrogance à leurs « meneurs » socialistes, lesquels, selon eux, n'avaient d'autre but que de fomenter des grèves et de semer le désordre dans toute la colonie. Puis, sitôt que la grève leur parut avoir assez duré, ils embauchèrent purement et simplement des meurt-de-faim des colonies anglaises voisines. Les travailleurs créoles durent abandonner leurs revendications et rentrer à l'usine selon le bon plaisir des patrons, encore heureux si leur place n'était pas occupée par un de ces « bons ouvriers » que l'on venait d'appeler pour avoir raison d'eux.

Malgré ces procédés sommaires, aucun trouble n'a eu lieu. Et cependant les agents à la solde des usiniers, ainsi que leurs journaliers, n'ont cessé de multiplier les provocations et les excitations. Parmi eux, un triste sire s'est particulièrement distingué : le nommé Alcide Terrac, ancien secrétaire du comité Viviani lorsqu'il était étudiant à Paris.

A l'usine de la Retraite, commune de la Baie-Mahaut, il a usé d'un procédé bien connu aux Antilles : quand il veut se débarrasser d'adversaires gênants, il les désigne comme les auteurs d'incendies qui éclatent toujours à point. Il se trouve généralement des juges pour condamner les accusés. O justice capitaliste ! D'ailleurs voici les faits : les ouvriers s'étaient rendus près du directeur de l'usine et avaient formulé leurs revendications. Le directeur, après les avoir assez grossièrement reçus, leur répondit qu'il ne pouvait rien entendre et à plus forte raison, rien accorder sans aller consulter ses collaborateurs à la Pointe à Pitre.

Une demie heure après son départ, un incendie éclatait dans un champ de canne à sucre. Un autre suivit dans la nuit. Le lendemain, le directeur apportait la réponse suivante aux ouvriers : « Vous êtes des incendiaires, vous brûlez tout. Si vous ne reprenez pas le travail, l'armée va venir et la gendarmerie va faire des arrestations. La plupart d'entre vous iront en prison. Voilà ma seule réponse ». Pour donner à ces menaces tout le poids désirable, les soldats et les gendarmes arrivèrent bientôt. Les travailleurs, terrorisés par cette intervention de la force armée et aussi peu organisés que leurs camarades de l'usine Larbousier, reprirent leur travail. Mais deux d'entre eux, des socialistes naturellement, furent arrêtés par les gendarmes, ligottés et jetés en prison comme auteurs des deux incendies. Et cependant ils demeurent à plusieurs kilomètres de l'endroit où le feu s'est déclaré. L'Usine avait enfin une proie et ses organes s'empressèrent d'insulter nos amis. La *République*, journal du sieur Terrac, insérait la note suivante : « Les incendies ont éclaté sur les propriétés de l'usine de la Retraite. Ils sont dus à la malveillance. Leurs auteurs ont été arrêtés et ont fait des aveux complets. C'est la conséquence de la grève prêchée par MM. Légitimus et Maurice ».

La résistance ouvrière a été mieux organisée et plus tenace à la grève de l'usine de Bonne-mère, située commune de Sainte-Rose. Pour donner aux événements qui se sont déroulés là tout leur caractère, il faut d'abord rappeler que cette commune dépend du canton du Lamentin où notre ami Maurice a été réélu conseiller général après son invalidation. Il faut dire aussi que c'est la seule commune qui donna la minorité au candidat socialiste au

profit d'un nommé Beauvarlet gérant à l'usine de Bon emere Il faut enfin ajouter que cette usine appartient au Crédit foncier colonial et se trouve ainsi en rapports plus directs qu'aucune autre avec le gouverneur de la Guadeloupe.

Dès le début de la grève, les ouvriers avaient délégué trois des leurs et trois élus socialistes auprès de la direction de l'usine. Les trois élus étaient : Louis Maurice, conseiller général du canton du Lamentin, Octave Blanche maire de Lamentin et Wallon, conseiller municipal de Sainte-Rose. La première entrevue dura une heure et demie. Le directeur central, M. Husson, parlant au nom du Crédit foncier, reçut les délégués avec arrogance. Il se refusa à reconnaître les intentions pacifiques des grévistes, raconta des scènes de violence qui n'avaient jamais existé que dans son imagination et accusa naturellement « quelques meneurs » d'être les instigateurs de la grève. Il déclara en fin de compte qu'il allait faire venir des travailleurs « du dehors ». Et en effet, on vit entrer à l'usine des Indiens, des Barbadiens et des St-Martinois, tous appelés en hâte des colonies anglaises. Le directeur disait alors à qui voulait l'entendre que rien n'était changé dans son usine sauf les ouvriers et que le travail marchait comme à l'ordinaire.

Les grévistes, forts de leur bon droit, persistèrent dans leur refus de travailler et envoyèrent leurs délégués trouver le procureur de la République pour demander un arbitrage. Le directeur de l'usine, prévenu aussitôt de cette démarche, courut au téléphone et demanda 15 gendarmes qui lui furent accordés au plus tôt. Un peu plus tard, il fit une nouvelle demande de 25 soldats, qui arrivèrent presque immédiatement et furent logés à l'usine.

Le maire réactionnaire de Sainte-Rose n'avait même pas cru devoir se rendre sur le théâtre de la grève.

Les élus socialistes avaient tellement prêché le calme que les grévistes n'étaient pas sortis de chez eux, s'en remettant à leurs délégués pour la solution du litige. On conçoit que dans ces conditions l'intervention de la force armée était pleinement justifiée. Le Procureur de la République, ayant constaté cet état des esprits, était retourné à la Pointe à Pitre. Pendant ce temps, les journaux bourgeois publiaient des soi-disant télégrammes, annonçant que des bandes d'inconnus se portaient menaçants devant l'usine, violentant ceux qui venaient travailler. Pour justifier ces récits mensongers, le blackboulé Beauvarlet s'était muni de deux revolvers dès le début de la grève.

Mais voici qui montre dans toute sa beauté la loyauté capitaliste et prouve combien le prolétariat a raison de ne pas ajouter foi aux promesses les plus légales de ses ennemis de classe : après avoir ainsi « assuré l'ordre », le Gouverneur daigna enfin envoyer son secrétaire général et le Procureur général sur les lieux du conflit. Le Procureur de la République les accompagnait. Nos amis Maurice et Octave Blanche leur demandèrent de les mettre en rapports avec M. Husson pour une tentative de conciliation ; cette seconde entrevue fut accordée ; elle dura deux heures. Les délégués des grévistes firent valoir les justes revendications de leurs mandants et déclarèrent que pour mettre fin à la grève ils étaient prêts à accepter certaines transactions. M. Husson leur opposa un refus systématique. Les trois représentants du gouvernement insistèrent pour que des satisfactions fussent accordées aux travailleurs. Le directeur, à bout d'arguments, consentit enfin à accorder quelques augmentations partielles de salaires à la condition que les ouvriers reprendraient le travail sans un murmure. Il déclarait en outre qu'un des ouvriers serait renvoyé de l'usine. Malgré cette dernière humiliation, les grévistes acceptèrent ces conditions. L'engagement fut signé de part et d'autre. Le lendemain, M. Husson, qui était allé consulter le syndicat des ouvriers à la Pointe à Pitre, reprenait sa parole et déclarait envoyer un câblogramme dans la métropole pour prendre conseil. Dans la nuit, des agents de l'usine avaient été trouver des grévistes à domicile, leur faisant des promesses alléchantes pour les retourner contre leurs camarades au cas où la résistance ouvrière reprendrait. La manœuvre réussit mais les promesses sont encore à tenir.

Atuellement, la plupart des ouvriers sont rentrés à l'usine, humiliés après avoir été trompés. La presse capitaliste les insulte journellement. Les autres ont quitté le pays allant chercher du travail ailleurs.

Concluons : Si l'on peut regretter que la classe ouvrière de la Guadeloupe ne soit pas encore suffisamment organisée pour imposer le respect à l'usine, il faut louer, par contre, le sang-froid de nos amis qui ont empêché les grévistes de fournir le moindre prétexte à la répression désirée et espérée. Les soldats sont retournés à

leur caserne sans avoir brûlé une seule cartouche. Mais qu'adviendra-t-il dans l'avenir ? Les intentions de la classe capitaliste sont bien évidentes. Servie à souhait, sur commande, pourrait-on dire, par les pouvoirs publics, elle croit avoir trouvé un nouveau moyen d'enrayer le mouvement socialiste de la colonie. L'impunité scandaleuse assurée aux massacreurs du François, a rendu contagieux l'exemple fourni par l'usine Liottier. On a assassiné dix-neuf prolétaires à la Martinique et ni le gouverneur responsable, ni l'usiner complice, ni le lieutenant fusilleur, n'ont été inquiétés. Les usiniers de la Guadeloupe se le sont tenus pour dit. Ils savent maintenant qu'ils n'ont pas à se gêner.

Gouvernement de défense républicaine, lisez : gouvernement de défense capitaliste.

HENRY NIVET.

## Agglomération parisienne

Sur l'initiative du Groupe des Etudiants collectivistes, l'Agglomération parisienne du Parti Ouvrier Français, réunie au grand complet, 14, rue Turbigo, a offert, mardi dernier, un punch en l'honneur des citoyens B. F. Keinard et Arnaelsteen, délégués du « Socialist Labor Party » américain.

Successivement, les camarades Tocheport, Nivet, Brake et Osmis souhaitent la bienvenue aux camarades américains et portent des toasts au Labor Party.

Les citoyens B. F. Keinard et Arnaelsteen remercient chaleureusement l'Agglomération de sa cordiale réception et donnent des explications fort intéressantes sur la force et le fonctionnement du Parti Ouvrier américain qui possède exactement la même doctrine et la même tactique que le Parti Ouvrier Français.

Un drapeau rouge portant comme inscription les titres des deux Partis Ouvriers Américains et Français est offert aux délégués du Labor Party.

L'adresse suivante est ensuite votée par acclamation et remise au citoyen B. F. Keinard :

« L'Agglomération parisienne du P. O. F. réunie le mardi 22 mai à son Siège social, après avoir entendu l'intéressant exposé de la situation du prolétariat et du mouvement socialiste aux Etats-Unis fait par les camarades B. F. Keinard et Arnaelsteen du « Socialist Labor Party », envoie son salut fraternel aux militants socialistes des Etats-Unis. Elle affirme son entière solidarité de conception et de tactique socialistes avec les camarades du « Socialist Labor Party », préparant comme eux sur le terrain unique de la lutte de classes, le renversement du système capitaliste

« Vive le Socialist Labor Party !  
« Vive le Parti Ouvrier Français !  
« Vive l'Internationale !

« Pour l'Agglomération parisienne et par ordre :  
« Le Secrétaire,  
« G. Pierre NORANGE. »

Cette petite fête amicale se termina aux accents de l'Internationale.

## Le Parti Ouvrier en France

### PARIS

QUARTIER SAINT-LAMBERT. — Les Membres du Groupe d'études sociales du quartier Saint-Lambert réunis le samedi 19 mai, ont décidé à l'unanimité d'adhérer au P. O. F. et ont délégué les citoyens Bauny et Meunier à l'Agglomération Parisienne pour demander leur adhésion.

Pour le Groupe et par ordre :  
Le Secrétaire,  
MEUNIER, 268, rue de Vaugirard.

### HAUTES-ALPES

VENTAVON. — Sur l'initiative de nos dévoués camarades de Veynes, un groupe du Parti ouvrier vient de se constituer à Ventavon, commune rurale du canton de Lagne. Le citoyen Robin a été choisi comme secrétaire. Un autre groupe est en formation à Monétier-Allemond.

Tous nos encouragements et nos félicitations aux vaillants socialistes alpins.

### HAUTE-VIENNE

LIMOGES. — Parmi les nouveaux élus de Limoges, six appartiennent au Parti ouvrier français. Ils se sont constitués en groupe mu-

nicipal du Parti.

A Saint-Sylvestre, dès le premier tour, nos camarades ont enlevé 15 sièges sur 16.

Dans la partie de Creuze où a été portée la parole du Parti, les résultats ne sont pas moins bons.

A Azerables, toute la liste socialiste a battu, dès le 6 mai, la liste réactionnaire du conseil sortant.

A Saint-Dizier, nos amis conquièrent la majorité contre une liste radicale.

A Bourgneuf, nous avons plusieurs élus.

A Bosmoreau-les-mines, 11 conseillers sur 12 sont des nôtres.

T.

### LOIRET

MONTARGIS. — Bien que ce fût la première fois qu'il entrât en ligne aux élections municipales, les scrutins des 6 et 13 mai n'ont pas été mauvais pour le Parti.

Nous avons présenté au premier tour une liste complète de 23 noms qui a été obtenue de 88 à 221 suffrages. Au second tour un siège restait en ballottage : il a été enlevé par notre camarade Girard Sébastien avec 302 voix aux divers candidats opportunistes ou radicaux.

A Chateaugrain, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Montargis, est élu le citoyen V. Leloup, ancien maire de Saint-Fargeau.

A Cepoy, autre commune environnante, le citoyen Mettler, meunier, est également élu.

J. T.

### NORD

CAMBRAI. — Victoire socialiste à Walincourt. Les 16 candidats du Parti ouvrier sont élus à une forte majorité. C'est une mairie de plus conquise au socialisme.

A Marcoing, au scrutin de ballottage, deux candidats étaient en présence : le citoyen Fidèle Boulanger, ouvrier maréchal, et M. Carré, gros agriculteur, millionnaire. Malgré pression et intimidation, c'est notre candidat de classe qui passe avec 230 voix, laissant loin derrière lui son concurrent capitaliste avec 162 voix. C'est la première fois qu'un candidat du Parti ouvrier pénètre dans l'Hôtel-de-Ville de cette commune. Nos félicitations aux militants qui ont mené la campagne avec autant de fermeté que de prudence, et vive Marcoing !

A Marly, nous avons deux élus au deuxième tour ; à Ligny-en-Cambrésis deux également, Gabet Emile avec 313 voix et Leduc Jean-Baptiste, avec 330 ; à Fontaine-au-Pire, un, par 293 voix. Et à Noirville, c'est la liste entière du Parti qui sort victorieuse des urnes.

H.

### Bibliothèque du P. O. F.

(Sous presse)

### LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANCE

PAR JULES GUESDE

TROISIÈME ÉDITION

PRIX : 20 centimes.

### CHEMINS DE FER DE L'OUEST

#### Billets d'aller et retour

Extension à toutes les gares et haltes du réseau de la délivrance de ces billets

Les billets d'aller et retour qui étaient, jusqu'à ce jour délivrés seulement entre les gares comprises dans des zones variant suivant l'importance des villes, sont maintenant délivrés entre toutes les gares et haltes du réseau.

La durée de validité de ces billets reste fixée ainsi qu'il suit :

2 jours pour les parcours jusqu'à 125 kilomètres.	
3 — — — de 126 à 250 —	
4 — — — de 251 à 400 —	
5 — — — de 401 à 500 —	
6 — — — de 501 à 600 —	
7 — — — au dessus de 600 kilom.	

non compris les dimanches et fêtes.

Cette durée peut-être, à deux reprises, prolongée de moitié, moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément égal à 10/0 du prix initial du billet.

## A nos Correspondants

Les articles et correspondances doivent être arrivées au bureau du journal, le mercredi soir, au plus tard, pour que le SOCIALISTE puisse être, dans tous nos Groupes de France, distribué le samedi.

### COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Le nombre des voyageurs qui partent de la Gare Saint-Lazare et des gares de la ligne d'Autueil pour se rendre à l'Exposition augmente tous les jours.

En effet, le public a bien vite reconnu que le chemin le plus court et le plus commode pour se rendre à l'Exposition est sans contredit la ligne du Champ-de-Mars et des Invalides qui permet d'aller de Saint-Lazare en 22 minutes à la gare du Champ-de-Mars et, de là, à la gare des Invalides en 7 minutes.

Et le soir, notamment au retour des fêtes de nuit, un des moyens les plus sûrs et les plus rapides pour rentrer chez soi, sera de prendre un des nombreux trains mis à la disposition du public à la gare du Champ-de-Mars.

Les facilités offertes aux visiteurs de l'Exposition augmenteront encore lorsque la gare du Champ-de-Mars, débarrassée du service des wagons amenant les produits pour l'Exposition, pourra être consacrée entièrement au service des voyageurs et recevoir successivement les trains pour la gare du Nord, la Ceinture R. D. (Bastille, Vincennes, etc.)

Il ne faut pas croire que les gares du Champ-de-Mars et des Invalides soient exclusivement réservées aux trains de l'Exposition.

Toute une région de la rive gauche, comprenant les quartiers du Faubourg St-Germain, des Invalides, du Gros-Caillois, etc., et qui étaient jusqu'ici privés de moyens de transport directs et rapides vers le Bois de Boulogne et divers points de la rive droite-ouest, se trouve maintenant desservie par la ligne des Invalides et du Champ-de-Mars à la gare Saint-Lazare.

Les habitants de ces quartiers peuvent, en prenant le train à la gare des Invalides, se transporter

Au Champ-de-Mars en 7 minutes,  
A l'avenue Henri-Martin en 19 minutes,  
A l'avenue du Bois-de-Boulogne en 22 minutes,  
A Neuilly-Porte-Maillot en 24 minutes,  
A Courcelles-Levallois en 27 minutes,  
A Batignolles en 30 minutes,  
A la gare St-Lazare en 35 minutes.

Pour les retours les temps de parcours sont les mêmes.

### REMÈDE INFALLIBLE

## POMMADE MEUNIER

Pour la guérison des maladies de la peau

LA POMMADE MEUNIER guérit les Plaies aux jambes, Ulcères variqueux, Absès, Pruritis, Furoncles, Fistules, Eczéma, Dartres, Sporiasis, Teignes, Gourmes, Boutons, Démangeaisons, etc., etc.

Le pot. . . . . 5 fr. »

Le demi-pot. . . . . 2 fr. 50 franco

DÉPOT GÉNÉRAL :

Pharmacie Pelloille, 2, F. St-Denis et toutes bonnes pharmacies

Echantillon gratuit chez l'inventeur, le camarade MEUNIER, 12, faubourg Saint-Denis, Paris,

La Bibliothèque du Parti Ouvrier Français (5, rue Rodier, Paris), envoie franco à domicile :

### Pour 1 franc 50 centimes

1. Double réponse à MM. de Mun et Deschanel, par Jules GUESDE.
2. Le P. O. F., son but et ses moyens.
3. Le Communisme et l'évolution économique, par Paul LAFARGUE.
4. Le Collectivisme, par Jules GUESDE.
5. Le programme agricole du Parti Ouvrier Français, développé par Paul LAFARGUE.
6. L'Alsace-Lorraine devant la Chambre, par Jules GUESDE.
7. Le Socialisme et la conquête des Pouvoirs publics, par Paul LAFARGUE.
8. Problème et solution, par Jules GUESDE.
9. Aperçu historique sur le Parti Ouvrier Français, par Alexandre ZÉVAÈS.
9. Le Programme du Parti Ouvrier Français, par Jules GUESDE et Paul LAFARGUE.
11. L'Internationale, paroles et musique.

### Pour 0 franc 75 centimes

En timbres-poste

1. Le Programme du Parti, par Jules Guesde et Paul Lafargue.
2. Aperçu historique sur le parti ouvrier Français, par A. Zévaès.
3. Programmes et règlements du Parti.
4. Le Socialisme et la conquête des pouvoirs publics, par Paul Lafargue.
5. Le P. O. F., son but et ses moyens.
6. Le Collectivisme, par Jules Guesde.
7. La Carmagnole du Parti, paroles et musique.

Le Gérant : DELADERERE

Paris. — Imp. DEMÉE et POITEVIN 25, rue Buffault

Composé et tiré par des Ouvriers syndiqués.

## LE SOCIALISME ET LES INTELLECTUELS<sup>1</sup>

Conférence faite, à l'Hôtel des Sociétés savantes, le vendredi 28 mars, dans la réunion organisée par le Groupe d'étudiants collectivistes adhérents au P. O. F., par Paul LAFARGUE.

Cette catégorie d'intellectuels ne pourra jamais être amenée au socialisme; leurs intérêts sont trop intimement liés à ceux de la classe capitaliste pour qu'ils s'en détachent et se retournent contre elle: mais au-dessous de ces privilégiés de l'intellectualisme, il existe une masse grouillante et famélique d'intellectuels dont le sort empire, à mesure que leur nombre s'accroît. Ces intellectuels appartiennent au socialisme. Ils devraient déjà être dans nos rangs. On est en droit de supposer que leur instruction aurait dû leur donner l'intelligence des problèmes sociaux et c'est précisément cette instruction qui leur obstrue l'entendement et c'est elle qui les éloigne du socialisme. Ils croient que l'instruction leur confère un privilège social, qu'elle leur permettra de se tirer d'affaire individuellement, chacun faisant tout seul son chemin dans la vie, en bousculant les voisins ou en montant sur les épaules de tout le monde. Ils s'imaginent que leur misère est passagère et qu'il ne faut qu'un brin de chance pour les métamorphoser en capitalistes. L'instruction est le bon numéro de la loterie sociale, il leur fera gagner le gros lot. Ils ne s'aperçoivent pas que ce billet, donné par la classe capitaliste est pipé, que le travail manuel ou intellectuel n'a chance que de gagner sa pitance quotidienne, qu'il n'a à espérer que d'être exploité et que plus le capitalisme ira se développant et plus les chances d'émancipation individuelle iront diminuant. Et pendant qu'ils bâtissent des châteaux en Espagne, le capital les broie, comme il a broyé les petits commerçants et les petits industriels, qui eux aussi pensaient qu'avec le crédit gratuit et un peu de bonheur ils pourraient devenir de bons bourgeois, dont le nom serait inscrit sur le Grand Livre de la Dette publique.

Les intellectuels, pour ce qui regarde la compréhension du mouvement social ne s'élèvent pas au-dessus du niveau intellectuel de ces petits bourgeois, que raillaient si férocelement les rapins de 1830, qui, ruinés et précipités dans le prolétariat, n'en continuaient pas moins d'abominer le socialisme; tellement leurs têtes étaient perverses par la religion de la propriété! Les intellectuels, dont la cervelle est farcie de tous les préjugés de la classe bourgeoise, sont inférieurs à ces petits bourgeois de 1830 et de 1848 qui savaient faire parler la poudre; ils n'ont pas leur esprit de combativité, ils sont de vrais imbéciles, en restituant à ce mot son sens original latin, *impropre à la guerre*. Ils supportent sans se rebiffer les rebuffades et les injustices et ne songent pas à s'unir, à se syndiquer pour défendre leurs intérêts et livrer bataille économique contre le capital.

Le prolétariat intellectuel que nous connaissons est de forma-

tion récente, il s'est surtout développé dans ces quarante dernières années; quand après l'amnistie des condamnés de la Commune, nous avons recommencé la propagande socialiste, croyant qu'il serait facile de le traîner dans le mouvement, nous vîmes nous loger dans son champ de culture, dans le quartier latin; Guesde demeurant rue de la Pitié, Vaillant, rue Monge, et moi, boulevard de Port-Royal. Nous avons noué des relations avec des centaines de jeunes gens, étudiant, qui le droit, qui la médecine, qui les sciences; mais c'est sur les doigts que l'on peut compter ceux que nous avons coquis au socialisme. Nos idées les séduisaient un jour, mais le lendemain le vent soufflant d'un autre point de l'horizon faisait tourner leur cervelle.

Un honorable commerçant de Bordeaux, décoré et conseiller municipal, disait sous l'empire à mon père, qui se tourmentait de mon socialisme:

« Ami Lafargue, il faut que jeunesse se passe; j'ai été socialiste quand j'étudiais à Paris, j'ai été affilié aux sociétés secrètes et j'ai fait partie de la manifestation qui alla demander à Louis-Philippe, la grâce de Barbès. » Les jeunes *fin de siècle* passent vite; ils n'attendent pas d'être rentrés dans leurs foyers et de prendre du ventre pour devenir réactionnaires.

Nous avons salué avec joie la venue de Jaurès au socialisme; nous pensions que la forme nouvelle qu'il apportait à la propagande le ferait pénétrer dans les milieux que nous n'avions pu entamer. Il a en effet ébranlé le milieu universitaire, et c'est en partie grâce à lui que les nourrissons de l'École normale ont sur le mouvement social des idées moins saugrenues et moins informes que celles dont leur science et leur intelligence s'étaient contenté jusque là. Dernièrement, faisant bande avec les politiciens radicaux, qui avaient perdu leurs troupes ouvrières, ils ont envahi le parti socialiste. Leur âme débordée des intentions les plus pures: si leurs mœurs pacifiques les empêchent de se jeter dans la mêlée et si leur haute culture leur interdit de prendre place dans les rangs avec les camarades, ils descendent cependant à nous enseigner la morale, à nous dégrader de notre ignorance, à nous apprendre à penser, à nous communiquer les miettes de science que nous pourrions digérer et à nous diriger; modestement ils s'offrent à nous comme chefs et maîtres d'école.

Ces intellectuels qui pendant des années ont dû user des culottes sur les bancs de l'Université pour devenir des forts en thème, des polisseurs de phrase, des philosophes ou des médecins, s'imaginent qu'on peut s'improviser théoriciens du socialisme au sortir d'une conférence ou de la lecture d'une brochure, parcourue d'un œil distraité. Des naturalistes à qui il a fallu de patientes études pour connaître les mœurs des moules ou des polypes alcyoniens, vivant en communauté, des bancs de corail, pensent qu'ils en savent assez pour régler les sociétés humaines et que c'est en restant perchés sur les premiers échelons de la série animale que l'on peut le mieux entrevoir l'idéal humain. Les philosophes, les moralistes, les historiens et les politiciens ont des visées tout aussi élevées: ils apportent abondante provision d'idées et nouvelle méthode d'action pour remplacer les imparfaites théorie et tactique qui dans tous les pays capitalistes ont servi à édifier des partis socialistes nombreux, solides et disciplinés.

La lutte des classes: c'est démodé, déclarent ces professeurs de socialisme. Est-ce qu'on peut établir une ligne de démarcation

entre les classes? Est-ce que des ouvriers ne possèdent pas des livrets de caisse d'épargne de 100, 200 et 500 francs, leur rapportant des 3, 6 et 15 francs d'intérêt par an? Est-ce que les directeurs et administrateurs des mines, des chemins de fer, des sociétés financières ne sont pas des salariés, possédant des actions et des obligations dans les entreprises qu'ils gèrent pour le compte des capitalistes? L'argument est sans réplique; mais à ce compte il n'y a pas de règne végétal ni de règne animal parce qu'on ne peut les séparer comme « avec une hache », parce que, à leurs points de contact, végétaux et animaux se confondent. Il n'y a pas non plus de jour et de nuit parce que le soleil n'apparaît pas à l'horizon au même moment par toute la terre et parce qu'il fait jour aux antipodes tandis qu'il fait nuit ici.

La concentration du capital: Vieille guitare de 1830. Les sociétés par actions et obligations morcellent la propriété et la distribuent entre tous les citoyens. Que nous étions aveuglés par notre sectarisme, nous qui pensions que cette nouvelle forme de propriété, essentiellement capitaliste, permettait aux financiers de plonger leurs mains voleuses dans les plus petites bourses pour en extraire les dernières pièces de cent sous.

La misère ouvrière: mais, elle s'atténue et va bientôt disparaître par la hausse constante des salaires, tandis que l'intérêt de l'argent diminue tous les jours; un beau matin il descendra à zéro et les bourgeois seront trop heureux d'offrir sur l'autel du socialisme leurs chers capitaux. Le capitaliste, demain ou après-demain sera forcé de travailler, ainsi que l'a prédit M. Waldeck-Rousseau. Et ce sont des intellectuels, dont le sort empire à mesure que le capitalisme se développe, qui sont assez stultifiés par les dires des patrons pour affirmer que la position des salariés s'améliore et ce sont des intellectuels qui assurent posséder quelques notions d'économie politique, qui affirment que l'intérêt de l'argent est en pleine décroissance. Ces réformateurs du socialisme ignorent-ils, par hasard, que Adam Smith calculait à la fin du siècle dernier que 3 0/0 était l'intérêt normal des capitaux ne courant pas de risques et que les financiers de notre époque considèrent que c'est encore autour de 3 0/0 que doit osciller l'intérêt des placements de tout repos. S'il y a quelques années ce taux paraissait dégingoler au-dessous de 2 1/2 0/0, il s'est relevé aujourd'hui au-dessus de 3 0/0. Le capital est une marchandise, tout comme les capacités intellectuelles et les carottes; comme telle il subit les fluctuations de l'offre et de la demande. Il était alors plus offert que demandé, tandis que depuis le développement de l'outillage industriel de la Russie, depuis l'ouverture de la Chine à l'exploitation européenne etc., la surabondance du capital a été absorbée et son prix hausse avec sa rareté. Mais les intellectuels en us ont trop de riens à penser et trop d'harmonieuses phrases à équilibrer pour songer aux phénomènes économiques. Ils prennent pour argent comptant les fariboles intéressées des capitalistes et répètent avec conviction les vieilles rengaines de l'Eglise économique orthodoxe: il n'y a plus de classes, les richesses se distribuent de plus en plus équitablement, les ouvriers s'enrichissent et les rentiers s'appauvrissent et la société capitaliste est la meilleure des sociétés possibles; il n'y a que des sectaires et des mystiques qui puissent nier ces vérités éclatantes comme des soleils.

(A suivre)

(1) Voir le Socialiste des 15 et 22 avril, 13 et 20 mai.

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE

DEMÉE & POITEVIN

25, RUE BUFFAULT, 25  
PARIS

Travaux de Commerce et Industrie

JOURNAUX. — BROCHURES. — REVUES

AFFICHES

LABORATOIRE

DES

Produits Granulés Dosimétriques

152, Boulevard Diderot, PARIS

Nos Granulés dosimétriques se recommandent particulièrement par le dosage exact des substances actives qu'ils contiennent, grâce à notre nouvelle méthode de préparation.

Ne pas confondre avec certains autres qui pour la plupart, ne sont que du sucre cristallisé coloré seulement par des substances actives.

Un flacon de kola, coca ou glycéro-phosphate de chaux granulés sera adressé à titre d'échantillon aux lecteurs de ce journal contre l'envoi de 2 francs. (au lieu de 4 fr.)

Demander nos granulés dans toutes les bonnes pharmacies.

VIENT DE PARAITRE

Bulletin Mensuel

DE LA

Fédération Nationale des Élus du Parti

RÉDACTION ET ADMINISTRATION:

MAISON DU PEUPLE

21, Rue de Béthune, LILLE

Prix de l'abonnement: 1 fr. par an

Prix du numéro: 10 cent.

Atelier de retouches et réparations

TRAVAIL A FAÇON

LANGLAIS

(P. O. F.)

Tailleur pour Hommes et pour Dames  
59, rue Oberkampf, 59, PARIS

Diamants Rusty

21, Boulevard Poissonnière, 21

PARIS

Inaltérables et plus beaux que les vrais

Perles Rusty

Imitation absolument parfaite

Bagues de fiançailles, corbeilles de mariage. — Alliances or et argent. — Colliers de perles. — Epingles de cravate, boucles, broches, bijoux de toutes sortes.

Adresser lettres et mandats au citoyen

Louis ROUILLÉ

Fondateur de la marque RUSTY

21, Boulevard Poissonnière, 21

PARIS

VIENT DE PARAITRE

à la Bibliothèque du Parti

5, Rue Rodier

Le P. O. F.

Programme, Organisation, Recrutement

Plaquette de 8 pages, indispensable à

la propagande, 2 fr. 50 le cent,

rendu franco à domicile

LE COLLECTIVISME

Par Jules GUESDE

TROISIÈME ÉDITION

Prix 10 centimes

DOUBLE REPONSE

A MM. DE MUN & DESCHANEL

par JULES GUESDE

forte brochure de 64 pages

prix: 2 cent.

## APERÇU HISTORIQUE

Sur le Parti Ouvrier Français

PAR

Alexandre ZÉVAËS

(Brochure de 112 pages)

Premières tentatives ouvrières et socialistes. — Le Congrès de Paris (1876). — L'Égalité. — Le Socialisme en police correctionnelle. — Le Congrès de Marseille (1879). — Constitution définitive du Parti Ouvrier Français. — Possibilisme et Parti Ouvrier. — L'agitation socialiste de 1883 à 1888. — Pendant le boulangisme; les élections générales de 1889. — Les Premier-Mai. — Les Congrès de Lille et de Lyon. — Le programme municipal; le programme agricole. — Le Parti Ouvrier de 1893 à 1898. — Le Parti Ouvrier et l'action Syndicale. — Le Parti Ouvrier Français et son action internationale. — L'œuvre du Parti Ouvrier Français.

ANNEXES: Tableau des résultats obtenus par le Parti Ouvrier Français aux élections législatives de 1881, 85, 89, 93, 98. — Liste des Congrès nationaux, régionaux et départementaux, tenus depuis 1876 par le Parti Ouvrier Français et par les Fédérations régionales et départementales du Parti. — Le Socialisme aux Antilles.

PRIX: 0 fr. 25. — 20 francs le cent

A LA BIBLIOTHÈQUE DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

5, Rue Rodier, PARIS

## Le Socialisme au Jour le Jour

Par JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs remèdes

Solution

Varia

Un fort volume de 500 pages

Pour les Groupes  
les membres du parti

2 FR. 50

(port en sus 50 cent.)  
au lieu de 3 fr. 50